



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.889/2/V
du 7 septembre 2026

advies 79.889/2/V
van 7 september 2026

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
dispositions diverses en
matière de droit des
personnes'

een voorontwerp van wet
'betreffende diverse
bepalingen over het
personenrecht'

Le 22 juillet 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 7 septembre 2026 sur un avant-projet de loi 'portant dispositions diverses en matière de droit des personnes'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2026. La chambre était composée de Luc DONNAY, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Luc DONNAY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2026.

*

Op 22 juli 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie, belast met Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 7 september 2026 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende diverse bepalingen over het personenrecht'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2026. De kamer was samengesteld uit Luc DONNAY, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Luc DONNAY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2026.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 5

Au vu des explications fournies par le commentaire de l'article, qui précise notamment que les attestations délivrées par les ambassades ou le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ne peuvent être utilisées, il serait utile de définir la notion d'attestation officielle ou d'en délimiter les auteurs admissibles dans l'avant-projet.

Article 8

Interrogée sur la question de savoir si la référence à l'article 59, alinéa 1^{er}, 5^o, de l'Ancien Code civil est pertinente dès lors que le paragraphe 2/1 en projet prévoit uniquement la possibilité d'ajouter le « nom », la déléguée explique ce qui suit :

« De reden voor de verwijzing naar punt 5^o is dat wanneer ouders in het verleden nog geen naam hebben gegeven (i.e. geen voornaam en geen familienaam), ze de optie krijgen om beide namen te geven. Het geven van een voornaam was vroeger ook niet verplicht. In de wet van 19 december 2018 was dit ook om die reden zo voorzien voor de ouders met levenloze kinderen na zwangerschapsduur van meer dan 180 dagen die al een akte van levenloos kind hadden. Zij konden in principe ook al sinds 1999 een voornaam geven (oud 80*bis*, 4^o BW) en geen familienaam, maar men wilde voor zij die het in het verleden niet gedaan hadden (gezien je toen maar 1 jaar de tijd had om dit te doen), opnieuw de kans geven. Zoniet zouden ze enkel nog een naam kunnen geven en geen voornaam meer.

Zie hiervoor de overgangsbepaling van deze wet:

'HOOFDSTUK 6. - Overgangsbepaling

Art. 6. § 1. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet kunnen de ouders van een levenloos kind waarvan de moeder bevallen is na een zwangerschapsduur van honderdtachtig dagen te rekenen van de verwekking en waarvan aangifte werd gedaan voor de inwerkingtreding van deze wet, bij een gemeenschappelijke verklaring of bij verklaring van de langstlevende ouder, in geval van vooroverlijden van de andere ouder, bij de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte van een levenloos kind heeft opgemaakt, vragen om de voornamen en/of de naam van hun kind te vermelden in de akte van een levenloos kind overeenkomstig het nieuwe artikel 59, eerste lid, 5^o en 6^o, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Opmerking:

Initieel was deze overgangsbepaling opgesteld met enkel een verwijzing naar punt 6°, maar dit werd gewijzigd via amendementen (zie ter info hieronder).

Conclusie:

Dit artikel kan verduidelijkt worden door het woord 'voornamen' erbij in op te nemen, en de toelichting kan verder aangepast worden om de achterliggende ratio legis te verduidelijken ».

Le dispositif et le commentaire des articles seront clarifiés en ce sens.

Article 28

Il n'est pas nécessaire de préciser que l'article 721, § 2/1, « est d'application » dès lors que cela résulte déjà de l'article 721, § 2/1, en projet lui-même. L'intention de l'auteur de l'avant-projet est à l'évidence de rappeler cette application. La phrase sera dès lors reformulée afin d'éviter que l'on puisse penser que le champ d'application de l'article 721, § 2/1, en projet n'est pas défini à suffisance par la précision selon laquelle il s'applique à « toutes les affaires relevant de la compétence du tribunal de la famille ».

Cette observation vaut également pour les articles 30, 33, 1°, 35 et 37.

Article 39

1. Dans son arrêt n° 12/2026 du 22 janvier 2026 auquel l'avant-projet vise à répondre, la Cour constitutionnelle a considéré ce qui suit :

« B.6.4. Bien que l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB soit formulé comme une exception à la règle, contenue dans le premier alinéa de cette disposition, relative au dépôt conjoint de la déclaration par les auteurs ou adoptants, il ne peut être considéré que le législateur n'a pas également conçu cette disposition comme une exception à la condition, contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du CNB, selon laquelle les deux auteurs ou adoptants ont eu leur résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration.

En effet, si cette disposition devait être interprétée, comme l'allègue le Conseil des ministres, en ce sens qu'elle prévoit uniquement qui doit faire la déclaration, sans toucher à la condition selon laquelle les deux auteurs ou adoptants doivent avoir eu leur résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration, elle serait vidée de tout contenu. Un auteur ou un adoptant qui, au moment du dépôt de la déclaration, n'a plus sa résidence principale en Belgique, tel qu'il est visé à l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB, ne remplit en effet par définition pas la condition d'avoir eu sa résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration, contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du même Code. Il ne saurait être considéré que le législateur a souhaité prévoir, dans l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB, une exception qui ne peut pas être appliquée en raison de la condition contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b).

[...]

B.14.1. En ce qui concerne l'objectif consistant à garantir que la nationalité belge n'est attribuée à un enfant mineur que lorsqu'il existe un lien suffisamment étroit avec la

société belge, il est, en principe, pertinent d'exiger que l'enfant et ses auteurs ou adoptants ou un de ses auteurs ou adoptants aient eu leur résidence principale en Belgique pendant une période déterminée précédant la déclaration de nationalité.

B.14.2. Il peut être déduit de la règle contenue dans l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB que le législateur a considéré en substance qu'il existe un lien suffisamment étroit avec la société belge lorsqu'un seul des deux auteurs ou adoptants, ainsi que l'enfant, remplissent les conditions de séjour définies à l'article 11*bis*, § 1^{er}. L'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB implique en effet que, lorsqu'un seul des deux auteurs ou adoptants n'a plus sa résidence principale en Belgique, il suffit que l'autre auteur ou adoptant et l'enfant remplissent les conditions de séjour contenues dans l'article 11*bis*, § 1^{er}.

B.14.3. La règle contenue dans l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB n'est toutefois applicable que lorsqu'un seul des deux auteurs ou adoptants 'n'a plus' sa résidence principale en Belgique, ce qui implique que cet auteur ou adoptant a eu dans le passé sa résidence principale en Belgique durant une période et à un moment qui ne sont pas définis de manière plus précise par la loi.

Dès lors que le législateur n'a pas fixé d'exigences quant à la période durant laquelle l'auteur ou l'adoptant concerné doit avoir eu sa résidence principale en Belgique, une courte période doit également être prise en considération pour l'application de l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB. Dès lors qu'il n'a pas non plus fixé d'exigences quant au moment où l'auteur ou l'adoptant concerné doit avoir eu sa résidence principale en Belgique, ce moment peut aussi se situer dans un passé moins récent.

B.14.4. L'on n'aperçoit pas pour quels motifs la circonstance qu'un des deux auteurs ou adoptants a eu dans le passé, le cas échéant pendant une très courte période, sa résidence principale en Belgique, mais qu'entre-temps, il n'a plus cette résidence principale, le cas échéant depuis longtemps et définitivement, doit être prise en considération pour évaluer le lien suffisamment étroit qu'a développé l'enfant mineur avec la société belge lorsque l'autre auteur ou adoptant remplit la condition de séjour contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du CNB.

B.14.5. Bien que la différence de traitement créée par l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB – selon qu'un des deux auteurs ou adoptants n'a plus ou n'a jamais eu sa résidence principale en Belgique – repose sur un critère objectif, elle n'est pas pertinente au regard de l'objectif de garantir l'existence d'un lien suffisamment étroit entre l'enfant mineur et la société belge.

B.14.6. Il n'est pas non plus pertinent au regard du concept d'un lien suffisamment étroit avec la société belge, avancé par le législateur et défini en B.14.2, et compte tenu de l'intérêt de l'enfant, d'exiger des auteurs ou des adoptants qui ont tous les deux leur résidence principale en Belgique au moment du dépôt de la déclaration qu'ils remplissent tous les deux aussi la condition d'avoir eu leur résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration, alors que, lorsqu'un des deux auteurs ou des adoptants n'a plus sa résidence principale en Belgique, il suffit que l'autre auteur ou adoptant remplisse cette condition.

Il ne peut en effet pas être considéré que le lien avec la société belge qu'a développé un auteur ou un adoptant qui a eu dans le passé, pendant une période qui n'est pas définie plus précisément par la loi, sa résidence principale en Belgique, mais qui ne l'a plus au moment du dépôt de la déclaration de nationalité, est plus étroit que le lien avec la société

belge développé par un auteur ou adoptant qui a sa résidence principale en Belgique au moment du dépôt de la déclaration »¹.

2. L'avant-projet ne modifie pas l'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du Code de la nationalité belge, en vertu duquel il convient toujours de répondre à l'exigence suivante :

« Est Belge à la suite d'une déclaration faite par les auteurs ou par les adoptants, l'enfant né en Belgique et ayant, depuis sa naissance, sa résidence principale en Belgique et ce, pour autant que les auteurs ou les adoptants :

a) [...]

b) et aient eu leur résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration ;

c) [...] ».

Il modifie en revanche l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du Code de la nationalité belge en prévoyant désormais ce qui suit :

« [...]

La déclaration d'un auteur ou d'un adoptant suffit si l'autre parent ou adoptant :

[...]

d) ou n'a plus sa résidence principale en Belgique depuis moins d'un an, mais consent à l'attribution de la nationalité belge ».

L'avant-projet fixe désormais des exigences quant à la période durant laquelle l'auteur ou l'adoptant concerné doit avoir eu sa résidence principale en Belgique préalablement à la déclaration dans l'hypothèse où l'un d'entre eux n'a plus sa résidence en Belgique au jour de la déclaration.

3. Cependant, l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), en projet du Code de la nationalité belge reste une exception à la condition contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b). Un auteur ou un adoptant qui, au moment du dépôt de la déclaration, n'a plus sa résidence principale en Belgique, tel qu'il est visé à l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du Code, ne remplit en effet, par définition, pas la condition d'avoir eu sa résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration, contenue dans l'article 11*bis*, § 1^{er}, b), et ce, même si cette absence de résidence principale en Belgique qui est autorisée est limitée à moins d'un an avant la déclaration.

Une différence de traitement est ainsi établie entre :

– d'une part, les auteurs ou les adoptants qui ont tous les deux leur résidence principale en Belgique au moment du dépôt de la déclaration : dans cette hypothèse, ils devront remplir tous les deux la condition d'avoir eu leur résidence principale en Belgique pendant les dix années précédant la déclaration ; et

– d'autre part, les auteurs ou les adoptants dont l'un d'entre eux a sa résidence principale en Belgique au moment de la déclaration mais dont l'autre n'a plus sa résidence

¹ C.C., 22 janvier 2026, n° 12/2026.

principale en Belgique depuis moins d'un an avant la déclaration. Dans cette hypothèse, seul celui qui a sa résidence principale en Belgique au moment de la déclaration devra justifier le fait d'avoir eu sa résidence principale en Belgique pendant les dix ans qui précèdent la déclaration. L'autre pourra ne l'avoir eue que durant les neuf premières années de la période de dix ans qui précède la déclaration.

4. Comme le relève la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 12/2026 :

« B.13.1. En ce qui concerne l'objectif consistant à éviter qu'un auteur ou un adoptant fasse une déclaration de nationalité contre la volonté de l'autre auteur ou adoptant, il est pertinent d'exiger que les deux auteurs ou adoptants fassent conjointement la déclaration, ou que l'auteur ou l'adoptant qui ne fait pas la déclaration consente à l'attribution de la nationalité belge.

B.13.2. À cet égard, le législateur a pu considérer que, lorsqu'un des deux auteurs ou adoptants n'a pas sa résidence principale en Belgique au moment du dépôt de la déclaration de nationalité, cet auteur ou adoptant se trouve dans une situation qui, sur le plan pratique, fait qu'il lui est difficile de faire la déclaration de nationalité conjointement avec l'autre auteur ou adoptant, ce qui n'est pas le cas lorsque les deux auteurs ou adoptants ont, à ce moment-là, leur résidence principale en Belgique.

En ce que, dans une situation (celle où les deux auteurs ou adoptants ont leur résidence principale en Belgique), la déclaration de nationalité doit être faite conjointement par les deux auteurs ou adoptants et que, dans l'autre situation (celle où un des auteurs ou adoptants n'a pas sa résidence principale en Belgique), la déclaration de nationalité doit être faite par un des auteurs ou adoptants, l'autre auteur ou adoptant devant consentir à l'attribution de la nationalité belge à l'enfant mineur, l'article 11*bis*, § 2, du CNB fait naître une différence de traitement qui n'est pas sans justification raisonnable ».

Cela étant, l'exigence en lien avec le fait d'avoir sa résidence principale en Belgique pendant un certain nombre d'années vise à garantir que la nationalité belge n'est attribuée à un enfant mineur que lorsqu'il existe un lien suffisamment étroit avec la société belge. La Cour constitutionnelle, dans l'arrêt précité, reconnaît la pertinence de cet objectif et sa légitimité². Elle observe cependant que la différence de traitement entre les auteurs ou adoptants quant à cette exigence doit être adéquatement justifiée.

5. Or, un auteur ou un adoptant qui a eu dans le passé, durant les neuf premières années de la période de dix ans qui précède la déclaration, sa résidence principale en Belgique, mais qui ne l'a plus au moment du dépôt de la déclaration de nationalité, ne paraît pas présenter un lien avec la société belge qui serait plus étroit que le lien avec la société belge développé par un auteur ou adoptant qui, au moment du dépôt de la déclaration, a sa résidence principale en Belgique depuis plusieurs années. Ce dernier ne pourra cependant pas prétendre à la déclaration de nationalité pour son enfant s'il a sa résidence principale en Belgique depuis seulement neuf ans et un jour au moment de la déclaration.

Interrogé à ce sujet, le délégué explique ce qui suit :

« L'intention du législateur n'est pas de réduire la durée de résidence principale exigée, qui demeure bien de 10 années pour chaque auteur ou adoptant. L'exception prévue

² C.C., 22 janvier 2026, n° 12/2026, B.14.1.

à l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB n'a pas pour objet d'abaisser cette exigence, mais uniquement d'éviter qu'un enfant soit privé de la possibilité d'introduire une déclaration en raison d'une situation administrative ponctuelle : le fait que l'un des parents n'ait plus sa résidence principale en Belgique au jour de la déclaration, alors même qu'il l'a conservée durant presque toute la période de référence. L'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du CNB continue d'imposer une résidence principale en Belgique pendant dix années précédant la déclaration. L'exception ne modifie pas cette règle générale : elle permet uniquement de ne pas tenir compte de la dernière fraction de la période, lorsque l'absence est inférieure à un an et résulte d'une situation transitoire. Nous n'avons pas souhaité généraliser une condition de 'neuf ans et un jour' car une réduction générale de la durée à 'neuf ans et un jour' aurait pour effet mécanique de ramener fictivement la condition à neuf ans et un jour pour tous les auteurs ou adoptants, y compris ceux qui résident toujours en Belgique au moment de la déclaration. Concrètement, dès qu'un auteur ou adoptant atteindrait neuf ans et un jour de résidence, il pourrait introduire la déclaration, ce qui reviendrait à abaisser la durée de résidence exigée, contrairement à l'objectif poursuivi par le législateur et à l'équilibre voulu par l'arrêt n° 12/2026 de la Cour constitutionnelle. Une exception ciblée est nécessaire car elle vise uniquement à éviter une situation d'inégalité de fait : l'enfant ne doit pas être empêché d'introduire une déclaration parce qu'un de ses parents a quitté la Belgique quelques mois avant la déclaration, alors que ce parent a néanmoins résidé en Belgique pendant presque toute la période de dix ans. Il s'agit donc d'une mesure de protection de l'enfant, et non d'une réduction de la durée de résidence exigée.

La différence de traitement est justifiée par la finalité de l'exception :

- lorsque les deux auteurs ou adoptants résident en Belgique au moment de la déclaration, il est logique qu'ils remplissent intégralement la condition de dix ans ;
- lorsque l'un d'eux ne réside plus en Belgique depuis moins d'un an, il serait disproportionné que cette absence très récente bloque la déclaration, alors que la résidence en Belgique a été assurée pendant presque toute la période de référence.

L'exception est donc strictement fonctionnelle, limitée et proportionnée : elle évite un blocage administratif sans réduire la durée de résidence exigée ».

6. Telle que rédigée, la disposition en projet a toutefois pour effet que la durée de résidence principale en Belgique sera réduite pour l'auteur ou l'adoptant n'ayant plus sa résidence principale au moment de la déclaration, contrairement à celui qui a sa résidence principale en Belgique au moment de la déclaration mais qui aurait été absent durant une courte période précédemment. La différence de traitement qui est ainsi instaurée paraît peu pertinente au regard de l'objectif de garantir l'existence d'un lien suffisamment étroit entre l'enfant mineur et la société belge et ce, nonobstant l'objectif fonctionnel poursuivi.

Si, par contre, comme cela semble ressortir du début de la réponse de la déléguée, l'intention est de permettre l'introduction d'une déclaration lorsque l'un des deux auteurs ou adoptants ne réside plus en Belgique depuis moins d'un an au moment de la déclaration, tout en maintenant l'exigence d'une durée de résidence principale de dix années pour chacun des auteurs ou adoptants, le texte en projet pourrait être clarifié en ce sens ³. Dans cette hypothèse, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est toutefois attirée sur ce qu'il gagnerait à indiquer, dans le

³ Par exemple, en prévoyant, à l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, du Code de la nationalité belge, de remplacer le d) comme suit : « d) ou n'a plus sa résidence principale en Belgique depuis moins d'un an, pour autant qu'il ait eu sa résidence principale en Belgique pendant les dix ans qui précèdent ce changement et qu'il consente à l'attribution de la nationalité belge ».

commentaire de l'article, ce qui permet de justifier, au regard de l'objectif de garantir l'existence d'un lien suffisamment étroit entre l'enfant mineur et la société belge, d'exiger une condition de résidence principale de dix années pour les deux auteurs ou adoptants, compte tenu de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 12/2026 ⁴.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

*

⁴ En particulier, voir le considérant B.14.4.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 5

Gelet op de uitleg in de toelichting bij het artikel, waarin inzonderheid staat dat attesten van ambassades of van het Commissariaat generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen niet gebruikt kunnen worden, verdient het aanbeveling in het voorontwerp het begrip “officieel attest” te definiëren of te bepalen wie alleen gemachtigd is het af te geven.

Artikel 8

Op de vraag of de verwijzing naar artikel 59, eerste lid, 5°, van het oud Burgerlijk Wetboek relevant is aangezien de ontworpen paragraaf 2/1 alleen voorziet in de mogelijkheid om de “naam” toe te voegen”, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“De reden voor de verwijzing naar punt 5° is dat wanneer ouders in het verleden nog geen naam hebben gegeven (i.e. geen voornaam en geen familienaam), ze de optie krijgen om beide namen te geven. Het geven van een voornaam was vroeger ook niet verplicht. In de wet van 19 december 2018 was dit ook om die reden zo voorzien voor de ouders met levenloze kinderen na zwangerschapsduur van meer dan 180 dagen die al een akte van levenloos kind hadden. Zij konden in principe ook al sinds 1999 een voornaam geven (oud 80*bis*, 4° BW) en geen familienaam, maar men wilde voor zij die het in het verleden niet gedaan hadden (gezien je toen maar 1 jaar de tijd had om dit te doen), opnieuw de kans geven. Zoniet zouden ze enkel nog een naam kunnen geven en geen voornaam meer.

Zie hiervoor de overgangsbepaling van deze wet:

‘HOOFDSTUK 6. - Overgangsbepaling

Art. 6. § 1. Binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet kunnen de ouders van een levenloos kind waarvan de moeder bevallen is na een zwangerschapsduur van honderdtachtig dagen te rekenen van de verwekking en waarvan aangifte werd gedaan voor de inwerkingtreding van deze wet, bij een gemeenschappelijke verklaring of bij verklaring van de langstlevende ouder, in geval van vooroverlijden van de andere ouder, bij de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte van een levenloos kind heeft opgemaakt, vragen om de voornamen en/of de naam van hun kind te vermelden in de akte van een levenloos kind overeenkomstig het nieuwe artikel 59, eerste lid, 5° en 6°, van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing.’

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Opmerking:

Initieel was deze overgangsbepaling opgesteld met enkel een verwijzing naar punt 6°, maar dit werd gewijzigd via amendementen (zie ter info hieronder).

Conclusie:

Dit artikel kan verduidelijkt worden door het woord ‘voornamen’ erbij in op te nemen, en de toelichting kan verder aangepast worden om de achterliggende ratio legis te verduidelijken.”

Het dispositief en de artikelsgewijze toelichting moeten verhelderd worden in die zin.

Artikel 28

Het is niet nodig om te bepalen dat artikel 721, § 2/1, “van toepassing” is aangezien dat reeds voortvloeit uit het ontworpen artikel 721, § 2/1, zelf. Het is klaarblijkelijk de bedoeling van de steller van het voorontwerp eraan te herinneren dat dit artikel van toepassing is. De zin moet dan ook aldus geherformuleerd worden dat voorkomen wordt dat men op grond van de precisering dat het artikel van toepassing is op “alle aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van de familierechtbank”, zou kunnen denken dat het toepassingsgebied van het ontworpen artikel 721, § 2/1, niet afdoende afgebakend is.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 30, 33, 1°, 35 en 37.

Artikel 39

1. In arrest nr. 12/2026 van 22 januari 2026, waarop het voorontwerp een antwoord wil bieden, heeft het Grondwettelijk Hof het volgende geoordeeld:

“B.6.4. Hoewel artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN is geformuleerd als een uitzondering op het in het eerste lid van die bepaling vervatte voorschrift betreffende het gezamenlijk afleggen van de verklaring door de ouders of adoptanten, kan niet ervan worden uitgegaan dat de wetgever die bepaling niet eveneens heeft opgevat als een uitzondering op de in artikel 11*bis*, § 1, b), van het WBN vervatte voorwaarde dat beide ouders of adoptanten gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring hun hoofdverblijfplaats in België hebben gehad.

Immers, indien die bepaling zo zou dienen te worden geïnterpreteerd, zoals de Ministerraad aanvoert, dat ze enkel voorschrijft wie de verklaring dient af te leggen, zonder te raken aan de voorwaarde dat beide ouders of adoptanten gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring hun hoofdverblijfplaats in België moeten hebben gehad, dan zou die bepaling inhoudsloos zijn. Een ouder of adoptant die op het ogenblik van het afleggen van de verklaring zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, zoals bedoeld in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN, voldoet immers per definitie niet aan de in artikel 11*bis*, § 1, b), vervatte voorwaarde van het hebben van zijn hoofdverblijfplaats in België gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring. Er kan niet van worden uitgegaan dat de wetgever in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN heeft willen voorzien in een uitzonderingsregeling die, wegens de voorwaarde vervat in artikel 11*bis*, § 1, b), geen toepassing kan vinden.

(...)

B.14.1. Ten aanzien van de doelstelling te waarborgen dat de Belgische nationaliteit enkel aan een minderjarig kind wordt toegekend wanneer er sprake is van een voldoende nauwe band met de Belgische samenleving, is het in beginsel pertinent te vereisen dat het kind en diens ouders of adoptanten, dan wel een van diens ouders of adoptanten hun hoofdverblijfplaats in België hebben gehad gedurende een bepaalde periode voorafgaand aan de nationaliteitsverklaring.

B.14.2. Uit de in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN vervatte regel kan worden afgeleid dat de wetgever in essentie ervan is uitgegaan dat er sprake is van een voldoende nauwe band met de Belgische samenleving wanneer een van de ouders of de adoptanten, samen met het kind, voldoet aan de in artikel 11*bis*, § 1, omschreven verblijfsvoorwaarden. Artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN brengt immers met zich mee dat wanneer een van de ouders of de adoptanten zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, het volstaat dat de andere ouder of adoptant en het kind voldoen aan de in artikel 11*bis*, § 1, vervatte verblijfsvoorwaarden.

B.14.3. De in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN vervatte regel is weliswaar enkel van toepassing wanneer een van de ouders of adoptanten zijn hoofdverblijfplaats “niet meer” in België heeft, wat impliceert dat die ouder of adoptant in het verleden gedurende een niet nader door de wet omschreven periode en op een niet nader door de wet omschreven tijdstip zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gehad.

Daar geen vereisten worden gesteld aan de periode gedurende welke de betrokken ouder of adoptant zijn hoofdverblijfplaats in België moet hebben gehad, dient ook een korte periode in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN. Daar geen vereisten worden gesteld aan het tijdstip waarop de betrokken ouder of adoptant zijn hoofdverblijfplaats in België moet hebben gehad, kan dat tijdstip zich ook situeren in een minder recent verleden.

B.14.4. Er valt niet in te zien om welke redenen de omstandigheid dat een van de ouders of adoptanten in het verleden, in voorkomend geval gedurende een zeer korte periode, zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gehad, maar die hoofdverblijfplaats er ondertussen, in voorkomend geval sinds lange tijd en voorgoed, niet meer heeft, in aanmerking dient te worden genomen om de voldoende nauwe band van het minderjarige kind met de Belgische samenleving te beoordelen wanneer de andere ouder of adoptant voldoet aan de in artikel 11*bis*, § 1, b), van het WBN vervatte verblijfsvoorwaarde.

B.14.5. Hoewel het door artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het WBN in het leven geroepen verschil in behandeling, naargelang een van de ouders of adoptanten zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, dan wel nooit heeft gehad, berust op een objectief criterium, is het niet pertinent ten aanzien van de doelstelling te waarborgen dat er een voldoende nauwe band tussen het minderjarig kind en de Belgische samenleving bestaat.

B.14.6. Ten aanzien van het door de wetgever opgevatte concept van een voldoende nauwe band met de Belgische samenleving, zoals omschreven in B.14.2, en rekening houdend met het belang van het kind is het evenmin pertinent om voor de ouders of de adoptanten die op het ogenblik van het afleggen van de verklaring beiden hun hoofdverblijfplaats in België hebben, te vereisen dat zij beiden voldoen aan de voorwaarde betreffende het hebben van zijn hoofdverblijfplaats in België gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring, terwijl als een van de ouders of de adoptanten zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft, het volstaat dat de andere ouder of adoptant voldoet aan die voorwaarde.

Er kan immers niet van worden uitgegaan dat de band met de Belgische samenleving van een ouder of een adoptant die in het verleden gedurende een niet nader door de wet omschreven periode zijn hoofdverblijfplaats in België heeft gehad, maar dat niet meer heeft op het ogenblik dat de nationaliteitsverklaring wordt afgelegd, nauwer is dan de band met die samenleving van een ouder of een adoptant die zijn hoofdverblijfplaats wel in België heeft op het ogenblik van het afleggen van de verklaring.”¹

2. Het voorontwerp strekt niet tot wijziging van artikel 11*bis*, § 1, b), van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, krachtens hetwelk altijd tegemoet dient gekomen te worden aan het volgende vereiste:

“Is Belg ingevolge een verklaring afgelegd door de ouders of adoptanten, het kind in België geboren en dat sinds zijn geboorte zijn hoofdverblijfplaats in België heeft en dit voor zover de ouders of de adoptanten:

a) (...)

b) en gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring hun hoofdverblijfplaats in België hebben gehad;

c) (...).”

Het strekt daarentegen tot wijziging van artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het Wetboek van de Belgische nationaliteit dat nu bepaalt:

“(…)

De verklaring van één ouder of adoptant volstaat indien de andere ouder of adoptant:

(…)

d) of zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft sinds minder dan één jaar, maar in de toekenning van de Belgische nationaliteit toestemt.”

In het voorontwerp worden nu vereisten vastgelegd met betrekking tot de periode gedurende welke de ouder of de adoptant in kwestie vóór de verklaring zijn hoofdverblijfplaats gehad moet hebben in België, in het geval dat een van beiden op de dag van de verklaring niet langer zijn hoofdverblijfplaats in België heeft.

3. Het ontworpen artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het Wetboek van de Belgische nationaliteit blijft echter een uitzondering op de voorwaarde vervat in artikel 11*bis*, § 1, b). Een ouder of een adoptant die, op het ogenblik van de indiening van de verklaring, niet langer zijn hoofdverblijfplaats in België heeft, zoals bedoeld in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, d), van het Wetboek, beantwoordt per definitie niet aan de voorwaarde die zegt dat hij zijn hoofdverblijfplaats in België gehad moet hebben gedurende tien jaar voorafgaand aan de verklaring, welke voorwaarde vervat is in artikel 11*bis*, § 1, b), en dat zelfs indien het niet hebben van de hoofdverblijfplaats in België, dat toegestaan is, beperkt is tot minder dan een jaar vóór de verklaring.

Aldus wordt een verschil in behandeling bewerkstelligd tussen:

¹ GwH 22 januari 2026, nr. 12/2026.

– enerzijds de ouders of adoptanten die beiden hun hoofdverblijfplaats in België hebben op het ogenblik van de indiending van de verklaring: in dit geval zullen ze beiden moeten beantwoorden aan de voorwaarde dat ze hun hoofdverblijfplaats in België gehad moeten hebben gedurende tien jaar voorafgaand aan de verklaring; en

– anderzijds de ouders of adoptanten van wie de ene zijn hoofdverblijfplaats in België heeft op het ogenblik van de verklaring maar de andere niet langer zijn hoofdverblijfplaats in België heeft sinds minder dan een jaar voorafgaand aan de verklaring. In dit geval zal alleen diegene die zijn hoofdverblijfplaats in België heeft op het ogenblik van de verklaring, moeten bewijzen dat hij zijn hoofdverblijfplaats in België gehad heeft gedurende de tien jaar voorafgaand aan de verklaring. De andere zal zijn hoofdverblijfplaats in België slechts gehad mogen hebben gedurende de eerste negen jaar van de periode van tien jaar voorafgaand aan de verklaring.

4. Het Grondwettelijk Hof merkt in arrest nr. 12/2026 op:

“B.13.1. Ten aanzien van de doelstelling te voorkomen dat een ouder of adoptant een nationaliteitsverklaring aflegt tegen de wil in van de andere ouder of adoptant, is het pertinent te vereisen dat beide ouders of adoptanten de verklaring gezamenlijk afleggen, dan wel dat de ouder of adoptant die de verklaring niet aflegt in de toekenning van de Belgische nationaliteit toestemt.

B.13.2. De wetgever vermocht daarbij ervan uit te gaan dat wanneer een van de ouders of adoptanten op het ogenblik van het afleggen van de nationaliteitsverklaring zijn hoofdverblijfplaats niet in België heeft, die ouder of adoptant in een situatie verkeert die het hem praktisch moeilijk maakt om de nationaliteitsverklaring gezamenlijk met de andere ouder of adoptant in België af te leggen, wat niet het geval is wanneer beide ouders of adoptanten op dat ogenblik hun hoofdverblijfplaats in België hebben.

In zoverre de nationaliteitsverklaring in de ene situatie (de situatie waarin beide ouders of adoptanten hun hoofdverblijfplaats in België hebben) door beide ouders of adoptanten gezamenlijk dient te worden afgelegd en in de andere situatie (de situatie waarin een van de ouders of adoptanten niet zijn hoofdverblijfplaats in België heeft) door een van de ouders of adoptanten waarbij de andere ouder of adoptant dient toe te stemmen in de toekenning van de Belgische nationaliteit aan het minderjarige kind, roept artikel 11 *bis*, § 2, van het WBN een verschil in behandeling in het leven dat niet zonder redelijke verantwoording is.”

Hoe dan ook strekt het vereiste inzake het hebben van de hoofdverblijfplaats in België gedurende een bepaald aantal jaren ertoe te waarborgen dat de Belgische nationaliteit alleen aan een minderjarig kind wordt verleend als het een voldoende nauwe band heeft met de Belgische maatschappij. Het Grondwettelijk Hof erkent in het voornoemde arrest dat deze doelstelling relevant en legitiem is.² Het Hof merkt evenwel op dat het verschil in behandeling tussen de ouders of adoptanten met betrekking tot dat vereiste adequaat gerechtvaardigd moet worden.

5. Een ouder of adoptant die in het verleden, gedurende de eerste negen jaar van de periode van tien jaar voorafgaand aan de verklaring, zijn hoofdverblijfplaats in België gehad heeft maar die niet langer heeft op het moment van de indiening van de nationaliteitsverklaring, lijkt evenwel geen band te hebben met de Belgische maatschappij die nauwer is dan de met de Belgische

² GwH 22 januari 2026, nr. 12/2026, B.14.1.

maatschappij opgebouwde band van een ouder of adoptant die, op het ogenblik van de indiening van de verklaring, sinds meerdere jaren zijn hoofdverblijfplaats in België heeft. Die laatste zal echter geen nationaliteitsverklaring kunnen indienen voor zijn kind als hij op het ogenblik van de verklaring zijn hoofdverblijfplaats nog maar negen jaar en een dag in België heeft.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“L'intention du législateur n'est pas de réduire la durée de résidence principale exigée, qui demeure bien de 10 années pour chaque auteur ou adoptant. L'exception prévue à l'article 11*bis*, § 2, alinéa 2, d), du CNB n'a pas pour objet d'abaisser cette exigence, mais uniquement d'éviter qu'un enfant soit privé de la possibilité d'introduire une déclaration en raison d'une situation administrative ponctuelle : le fait que l'un des parents n'ait plus sa résidence principale en Belgique au jour de la déclaration, alors même qu'il l'a conservée durant presque toute la période de référence. L'article 11*bis*, § 1^{er}, b), du CNB continue d'imposer une résidence principale en Belgique pendant dix années précédant la déclaration. L'exception ne modifie pas cette règle générale : elle permet uniquement de ne pas tenir compte de la dernière fraction de la période, lorsque l'absence est inférieure à un an et résulte d'une situation transitoire. Nous n'avons pas souhaité généraliser une condition de 'neuf ans et un jour' car une réduction générale de la durée à 'neuf ans et un jour' aurait pour effet mécanique de ramener fictivement la condition à neuf ans et un jour pour tous les auteurs ou adoptants, y compris ceux qui résident toujours en Belgique au moment de la déclaration. Concrètement, dès qu'un auteur ou adoptant atteindrait neuf ans et un jour de résidence, il pourrait introduire la déclaration, ce qui reviendrait à abaisser la durée de résidence exigée, contrairement à l'objectif poursuivi par le législateur et à l'équilibre voulu par l'arrêt n° 12/2026 de la Cour constitutionnelle. Une exception ciblée est nécessaire car elle vise uniquement à éviter une situation d'inégalité de fait : l'enfant ne doit pas être empêché d'introduire une déclaration parce qu'un de ses parents a quitté la Belgique quelques mois avant la déclaration, alors que ce parent a néanmoins résidé en Belgique pendant presque toute la période de dix ans. Il s'agit donc d'une mesure de protection de l'enfant, et non d'une réduction de la durée de résidence exigée.

La différence de traitement est justifiée par la finalité de l'exception :

- lorsque les deux auteurs ou adoptants résident en Belgique au moment de la déclaration, il est logique qu'ils remplissent intégralement la condition de dix ans ;
- lorsque l'un d'eux ne réside plus en Belgique depuis moins d'un an, il serait disproportionné que cette absence très récente bloque la déclaration, alors que la résidence en Belgique a été assurée pendant presque toute la période de référence.

L'exception est donc strictement fonctionnelle, limitée et proportionnée : elle évite un blocage administratif sans réduire la durée de résidence exigée.”

6. Zoals de ontworpen bepaling gesteld is, heeft ze evenwel tot gevolg dat de duurtijd van het hoofdverblijf in België ingekort zal worden voor de ouder of de adoptant die niet langer zijn hoofdverblijfplaats in België heeft op het ogenblik van de verklaring, in tegenstelling tot die welke zijn hoofdverblijfplaats in België heeft op het ogenblik van de verklaring maar die daarvoor tijdens een korte periode afwezig is geweest. Het aldus bewerkstelligde verschil in behandeling lijkt weinig relevant ten aanzien van de doelstelling het bestaan te waarborgen van een voldoende nauwe band tussen het minderjarige kind en de Belgische maatschappij, en dat niettegenstaande de nagestreefde functionele doelstelling.

Als het daarentegen, zoals dat naar voren lijkt te komen uit het eerste deel van het antwoord van de gemachtigde, de bedoeling is te voorzien in de mogelijkheid een verklaring in te dienen wanneer een van beide ouders of adoptanten op het ogenblik van de verklaring sinds minder dan een jaar niet meer in België verblijft alsook het vereiste te handhaven dat elk van de ouders of adoptanten gedurende tien jaar een hoofdverblijfplaats in België gehad moet hebben, verdient het aanbeveling de ontworpen tekst te verhelderen in die zin.³ In deze veronderstelling wordt de aandacht van de steller van het voorontwerp er evenwel op gevestigd dat hij er goed aan doet, in de toelichting bij het artikel, aan te geven wat, ten aanzien van de doelstelling het bestaan te garanderen van een voldoende nauwe band tussen het minderjarige kind en de Belgische maatschappij, rechtvaardigt dat vereist wordt dat voldaan wordt aan de voorwaarde inzake een hoofdverblijf van tien jaar voor beide ouders of adoptanten, rekening houdend met arrest nr. 12/2026 van het Grondwettelijk Hof.⁴

Het dispositief moet herzien worden in het licht van deze opmerking.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Luc DONNAY

³ Bijvoorbeeld door te bepalen dat in artikel 11*bis*, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit punt d) vervangen wordt als volgt: “d) of zijn hoofdverblijfplaats niet meer in België heeft sinds minder dan één jaar, voor zover hij zijn hoofdverblijfplaats in België gehad heeft gedurende de tien jaar voorafgaand aan die verandering en in de toekenning van de Belgische nationaliteit toestemt.”

⁴ Zie inzonderheid overweging B.14.4.